

Documents à demander à son salarié régulièrement (modèles de courrier)

Modèle de courrier d'information et d'option à destination des salariés pour les entreprises souhaitant appliquer la Déduction Forfaitaire Spécifique. ((sur papier à en-tête de l'entreprise)

Nom du salarié

Adresse

À, le

Lettre recommandée avec accusé de réception n°

Objet : Proposition d'opter pour l'abattement forfaitaire de 10 % pour frais professionnels

Mme/M.,

Vous avez pu constater sur vos bulletins de paie que les cotisations sociales assises sur votre salaire sont calculées en fonction de votre rémunération brute.

Nous attirons votre attention sur le fait qu'il existe une autre manière de procéder.

Certaines professions, dont la vôtre, peuvent en effet procéder au calcul desdites cotisations en appliquant sur leur base un abattement pour frais professionnels. Cette méthode consiste alors à calculer les charges sociales sur l'ensemble des sommes brutes composant votre rémunération (salaire, primes, indemnités, etc.), après application d'une déduction forfaitaire de 10 %.

Pour information, le taux de cet abattement va progressivement se réduire : 10 % pour 2023, 9 % pour 2024, 8 % pour 2025, 7 % pour 2026, 6 % pour 2027, 5 % pour 2028, 4 % pour 2029, 3 % pour 2030 et 1,5 % pour 2031.

Le bulletin officiel de la Sécurité sociale qui prévoit le principe de cet abattement nous impose d'informer chaque bénéficiaire potentiel sur les modalités d'application de ce dispositif et les effets qu'il peut avoir sur la validation de certains droits.

Cette méthode préserve bien entendu l'exactitude des sommes qui vous sont dues. Elle ne s'applique qu'à la seule base de calcul des cotisations sociales, qui se trouve de ce fait réduite par la pratique d'une déduction forfaitaire spécifique de 10 %. En cas d'option pour ce dispositif, votre choix se traduira concrètement pour vous :

- par des cotisations de retraite et de chômage moins élevées et donc, en toute logique, l'acquisition de droits un peu moins importants auprès des régimes concernés ainsi que par des indemnités journalières de Sécurité sociale d'un montant plus faible en cas d'arrêt de travail ;
- et par un salaire net immédiat plus élevé, du fait de la réduction de la base de calcul des cotisations sociales.

Nous vous proposons donc d'opter à l'avenir pour cette méthode de calcul des cotisations

sociales. Notre entreprise ne peut toutefois calculer vos cotisations sur la base d'une assiette réduite par la déduction forfaitaire de 10 % sans avoir au préalable obtenu votre accord sur cette pratique.

C'est pourquoi nous vous remercions de bien vouloir nous adresser ou de nous remettre en main propre le coupon-réponse ci-dessous, daté et signé de votre main, dans les 15 jours de la réception de cette lettre. En l'absence de réponse dans le délai imparti, vous serez considéré comme ayant accepté la mise en place de la déduction forfaitaire.

Si proposition effectuée avant le 1er janvier 2023 : Si vous décidez d'opter pour ce dispositif, votre accord sera présumé donné jusqu'au 31 décembre 2031.

Si proposition effectuée après le 1er janvier 2023 : Si vous décidez d'opter pour ce dispositif, vous serez consulté chaque année sur votre désir de poursuivre ou non l'application de ce dispositif.

Sachez que vous garderez toujours la possibilité d'y renoncer à tout moment, à la condition bien entendu de nous faire connaître par écrit votre décision. Dans ce cas, vos cotisations sociales seront alors calculées sans pratique de l'abattement de 10 %, dès l'année suivant celle où vous aurez renoncé à cette option.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de bien vouloir agréer, Mme/M.,

l'expression de nos salutations distinguées.

Signature de l'employeur

.....

Variante si la lettre est remise en main propre contre décharge

Fait en deux exemplaires

Signature du salarié Signature de l'employeur

(précédée de la mention manuscrite

« Remise en main propre le »)

Merci de bien vouloir nous retourner ce coupon daté et signé (1)

Entreprise :

Nom, prénom du salarié :

☐ Donne mon accord pour que mes cotisations sociales soient dorénavant calculées selon la méthode dite de l'abattement forfaitaire pour frais professionnels dont le principe est posé par le bulletin officiel de la Sécurité sociale.

☐ Refuse expressément la méthode dite de l'abattement forfaitaire pour frais professionnels pour le calcul de mes cotisations sociales.

À, le

Signature du salarié